



PREFET DE SEINE-ET-MARNE

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

Arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/097

de mise en demeure pris à l'encontre de la Société VALOMETAL de régulariser la situation administrative de son installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux non inertes située à TRILPORT (Rue d'Armentières)

**La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L. 171-7,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 actualisant les prescriptions imposées aux Établissements L. MARCHETTO pour l'exploitation d'une installation de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et de stockage et de dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune de TRILPORT,

Vu le rapport n° E/14-2570 du 16 octobre 2014 informant la Société MARCHETTO de la dispense de la constitution de la garantie financière,

Vu le courrier préfectoral, daté du 10 décembre 2014, prenant acte de la reprise des activités exercées par les Établissements L. MARCHETTO sur le site, rue d'Armentières sur la commune de Trilport par la Société VALOMETAL,

Vu le rapport n° E/18-2082 du 15 novembre 2018 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France consécutif à la visite de l'inspection du 03 octobre 2018 de l'installation exploitée par la Société VALOMETAL sur le territoire de la commune de TRILPORT,

Vu le courrier n° E/18-2094 du 19 novembre 2018 relatif à la transmission du rapport de l'inspection des installations classées n° E/18-2082 du 15 novembre 2018 à la Société VALOMETAL,

Vu le courrier préfectoral n° E/18- 2095 du 19 novembre 2018 informant la Société VALOMETAL des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations sous deux semaines,

Vu les observations formulées par la Société VALOMETAL en date du 28 novembre 2018 suite au courrier préfectoral n° E/18- 2095 du 19 novembre 2018,

Considérant que lors de la visite du 03 octobre 2018, l'Inspection des installations classées a constaté que la Société VALOMETAL exerçait une activité de tri, de transit ou de regroupement de déchets non dangereux non inertes,

Considérant que le volume présent de ces déchets dans l'installation est d'environ 1 200 m³,

Considérant que l'exercice des activités de tri, de transit ou de regroupement de déchets non dangereux non inertes pour un volume susceptible d'être présent supérieur à 1 000 m³ rend l'installation classable, sous le régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique 2716-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement,

Considérant que la Société VALOMETAL exploite cette installation sans disposer de l'autorisation simplifiée (sous la dénomination d'enregistrement) d'exploiter requise en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement,

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la Société VALOMETAL de régulariser la situation administrative de son installation,

Arrête

ARTICLE 1

La Société VALOMETAL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé rue d'Armentières sur le territoire de la commune de TRILPORT, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux visée par la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées qu'elle exploite Rue d'Armentières sur le territoire de la commune de TRILPORT :

- en déposant un dossier couvrant les activités de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux non inertes (emballages en plastique, cartons, verres, papiers, bois...) visée à la rubrique n° 2716-1 (*installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719*) de la nomenclature des installations classées,
- ou le cas échéant, en cessant les activités suscitées selon les modalités prévues aux articles visés ci-après R. 512-46-25 à R. 512-46-27 du Code de l'environnement et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans **deux semaines** pour faire connaître laquelle des deux options (régularisation administrative ou cessation de ladite activité), la Société VALOMETAL retient pour satisfaire la mise en demeure, et transmettre la preuve de l'engagement des démarches nécessaires à la régularisation administrative,
- dans **trois mois** pour déposer en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, un porter à connaissance des modifications apportées à son installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments classés des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) en date du 11 juillet 2011 (mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude de dangers et une nouvelle proposition d'évaluation de la garantie financière),
- dans **un mois** pour déposer, en cas de cessation d'activité, le dossier décrivant les mesures prévues à l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute d'obtempérer à la présente injonction, l'exploitant est passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-8-II et L. 173-1 du Code de l'environnement

ARTICLE 3

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de la commune de TRILPORT et peut y être consultée.

Un extrait de celui-ci énumérant notamment les considérants et les prescriptions auxquelles la Société VALOMETAL est soumise, est affichée en mairie de TRILPORT pendant une durée minimale d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire, puis est transmis à l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de Seine-et-Marne.

ARTICLE 5

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Celle-ci peut être déférée par la Société VALOMETAL à la juridiction administrative compétente (le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN), dans un délai de deux mois à compter de la date où la présente décision lui a été notifiée ou de la date de publication de ladite décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

ARTICLE 6

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Maire de TRILPORT,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Paris,
- le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 13 décembre 2018

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité départementale
de Seine-et-Marne

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation
Pour la Préfète et par délégation,
Le Chef de l'unité départementale
de Seine-et-Marne




Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- la Société VALOMETAL,
- Mme la Préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- Mme la Préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- le Maire de TRILPORT,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Directeur Départemental des Territoires (SEPR – Pôle Risques et nuisances),
- le Directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Inspection du travail),
- le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,
- le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régional et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement d'Île-de-France.

